

<https://ricochets.cc/Quelques-reflexions-sur-la-forme-et-les-objectifs-des-greves-et-luttes-sociales.html>



# Quelques réflexions sur la forme et les objectifs des grèves et luttes sociales

- Les Articles -

Date de mise en ligne : lundi 30 janvier 2023

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

Quelques analyses essentielles au moment de la lutte pour les retraites, pour aller plus loin que les objectifs des partis et directions syndicales, et pour éviter de se faire enfumer par le fusible chiffon rouge des « 64 ans », par la propagande du gouvernement et de ses chiens de garde médiatiques.

Réflexions en 5 points pour sortir du cadre anti-social et mortifère que veut nous imposer le système et ses représentants.

Le pouvoir a peur de la jeunesse et des mobilisations qui déborderaient le cadre et les organisations nationales, donnons lui raison d'avoir peur, et plus encore.

## 1. Retraites : que faire après l'immense succès de la mobilisation du 19 janvier ?

- ▶ [Retraites : que faire après l'immense succès de la mobilisation du 19 janvier ?](#) - Après la mobilisation massive d'hier, l'intersyndicale fait le choix d'une stratégie de pression en appelant à une nouvelle date dans 12 jours. Il faut s'en saisir, mais pour imposer une autre stratégie : la grève reconductible, pour battre Macron et sa réforme. Pour la construire, il faut une grève de 48h le 31 janvier, qui serve de tremplin pour reconduire le 6 février aux côtés des raffineurs !



Quelques réflexions sur la forme et les objectifs des grèves et luttes sociales

## 2. LE SAVIEZ-VOUS ? L'ÂGE DE LA RETRAITE, ON S'EN FOUT (EN TOUT CAS ÇA N'EST PAS LE SUJET PRINCIPAL)

- ▶ Se focaliser sur les 64 ans, c'est faire le jeu du gouvernement -

L'âge légal de départ à la retraite est le fusible mis en avant pour casser la dynamique de lutte en cas de besoin

**L'injustice de la réforme est déjà abondamment documentée : la casse sociale en cours fera payer les plus pauvres et les femmes en premier lieu, tout le monde l'a compris. Mais l'essentiel de la contestation se focalise sur l'âge de départ, pour le plus grand bonheur du gouvernement. [Élisabeth Borne l'a annoncé aujourd'hui sur France info](#) : l'âge de départ à la retraite à 64 ans n'est « plus négociable ». Une façon de montrer la détermination du gouvernement à casser le système de retraites, malgré la détestation populaire et la fragilité de sa majorité (relative) à l'Assemblée. Mais c'est surtout une façon de s'assurer un fusible si la contestation gagne en ampleur : l'âge légal de départ à la retraite, aussi symbolique soit-il, n'est pas le coeur de sa réforme.**

Laisser durer la contestation jusqu'à un recul de cet âge « non négociable » a priori pourrait être une façon d'afficher une défaite de façade tout en remportant une victoire politique.

### 4 Loi Touraine : un calendrier accéléré

**Le coeur de la réforme porte en réalité sur l'accélération de la loi Touraine, votée en 2014 par le Parti « Socialiste ». On comprend pourquoi les franges les plus molles de la NUPES sont aussi discrètes sur la question : ce sont elles qui ont cassé le système de retraites, le gouvernement macroniste ne fait que précipiter son effondrement.** Concrètement, cette réforme allonge progressivement la durée de cotisation nécessaire pour toucher une retraite à taux plein. Pour une majorité de la population, la question sera donc de choisir entre être vieux et pauvre ou mourir en travaillant, puisque la réforme prévoit de passer à une durée de cotisation de 172 trimestres. **Avec une carrière démarrée tard ou des périodes de chômage, il faudra la plupart du temps travailler jusqu'à 67 ans pour obtenir une pension complète : qui se soucie alors de l'âge légal à 64 ans ? Sans changement global, les jeunes ne verront de toute façon pas leur retraite.**

### 4 L'arbre qui cache la forêt

Se focaliser sur les 64 ans, c'est faire le jeu du gouvernement

**Se focaliser sur les 64 ans, c'est donc faire le jeu du gouvernement puisque le problème est ailleurs. Comme un arbre qui cache la forêt, il est mis en avant pour deux raisons : imposer une réforme « nécessaire » et servir de garantie au gouvernement. D'abord il permet de faire culpabiliser les personnes souhaitant partir tôt, en érigeant le travail comme une fin en soi, comme le mode de vie souhaitable.** Le travail n'est pourtant qu'aliénation dans une société capitaliste : il symbolise la mort et la souffrance. Le terme même de « travail » pourrait provenir du latin tripalium, un instrument de torture...

**Pour bien faire culpabiliser les masses, quoi de mieux que de montrer les efforts réalisés dans d'autres pays ?** Le Japon est souvent cité en exemple, les médias de milliardaires s'extasiant sur une possible retraite à 70 ans, sans âge limite. Ces derniers jours, de nombreux reportages fleurissent sur ces employés japonais travaillant à plus de 80, voire 90 ans. C'est sans préciser que le niveau des pensions est tellement faible, et le coût de la vie tellement important, que les seniors n'ont bien souvent pas le choix. L'angle retenu est pourtant trop souvent culturel, et même raciste : ces japonais dévoués qui voudraient travailler ad vitam eternam, pas comme ces feignants de français qui voudraient partir à 60 ans.

Autre exemple à suivre pour le gouvernement : la Suède, qui a instauré il y a plus de 20 ans la retraite à 65 ans. Sauf que les suédois et suédoises partent en moyenne à 62 ans, avec des retraites incomplètes. Et encore, certaines années passées hors-travail sont prises en compte comme le service militaire obligatoire ou les années d'études supérieures, ce qui n'est pas le cas dans le projet de Macron. Pourtant le créateur de la réforme suédoise, le libéral Karl Gustaf-Scherman, affirme désormais que c'était une mauvaise idée et appelle Macron à ne pas s'en inspirer.

### 4 Quelle durée de cotisation en Europe ?

Malgré ces mauvais exemples, la propagande gouvernementale continue à justifier la réforme en s'appuyant sur ce qui est fait dans d'autres pays, [par exemple sur le site Vie Publique](#). Tout en admettant que les systèmes sont très différents et difficilement comparables, il s'agit de s'en inspirer pour le seul âge de départ en retraite. Le discours serait bien différent si l'on s'en inspirait pour la durée de cotisation, que Macron entend porter le plus vite possible à 43 ans. En Angleterre un retraité peut partir avec une pension complète après 30 annuités, tandis qu'il en faut 35 en Belgique, Allemagne et Espagne, et 36 en Italie. La Grèce prévoit de passer de 37 à 40 ans de cotisation : même le rouleau compresseur de la Troïka n'a pas été aussi loin que Macron lorsque l'Union Européenne et le FMI ont forcé la Grèce à réaliser des réformes libérales.

Lorsqu'une personne n'a pas suffisamment cotisé, elle peut tout de même partir en retraite à l'âge légal, mais en subissant une décote. Et là encore, l'État français est sans pitié : jusqu'à 25% de retraite en moins pour ces populations souvent plus précaires que les autres (les femmes, souvent, ou ceux qui ont connu de longues périodes de chômage). En comparaison, notre voisin allemand plafonne ce système de décote à 7% du montant de la pension : beaucoup d'allemand-es partent à 63 ans sans trop y perdre.

### 4 L'exemple du CPE en 2006

Pourquoi focaliser sur un âge légal qui ne change rien à l'injustice sociale de cette réforme ?

**Mais alors pourquoi focaliser sur un âge légal qui ne change rien à l'injustice sociale de cette réforme ? Pour servir de fusible : l'État se montre inflexible sur un point symbolique de la réforme, la contestation monte, elle dure, les grévistes fatiguent, perdent de l'argent et de l'énergie dans la lutte, s'épuisent, et si vraiment le gouvernement se trouve en difficulté, s'il doit reculer, alors il fait sauter le fusible.**

**Cette manœuvre politicienne est bien connue, et l'un des exemples les plus parlant de ces dernières années est celle du CPE en 2006. Souvent présenté comme une victoire syndicale qui a forgé une génération de militant-es, il s'agit en réalité d'une immense défaite pour les luttes.**

Un projet de loi "d'égalité des chances" inique qui augmente la précarité, légalise le travail de nuit dès 14 ans pour les apprentis et un tas d'autres crasses venues de la droite chiraquienne. Pour faire passer la pilule, le gouvernement De Villepin y ajoute un article qui focalisera l'attention : la possibilité de signer un Contrat Première Embauche, sorte de CDI où la période d'essai dure deux ans, sans que les "protections" du salariat ne s'appliquent. Immédiatement c'est la grève, mais le gouvernement attendra deux mois avant de retirer cet article, qui ne serait de toute façon jamais passé devant le Conseil Constitutionnel. "Victoire !" crient les syndicats qui stoppent les grèves et appellent à lever les occupations dans les facs. Tout le reste de la loi passe comme une lettre à la Poste : défaite des droits sociaux ; largement amplifiée depuis par les gouvernement successifs, qui saccagent le code du travail.

**Dans deux mois, en cas de très forte mobilisation, l'âge légal sera peut-être "ramené" à 63 ans, le gouvernement aura "fait des concessions" et Laurent Berger de la CFDT signera avec bon cœur cette "victoire" syndicale. C'est à ce moment-là qu'il s'agira d'être vigilant-es, qu'il faudra tenir le plus fort, être les plus solidaires et offensif-ves, car c'est à ce moment-là qu'un véritable mouvement pourra réclamer mieux. C'est lorsqu'il n'aura plus de fusible qu'il faudra faire sauter les plombs de ce gouvernement.**

(post de Contre Attaque)

#### NOTE :

Vu l'ampleur des contestations, le régime macroniste va être obligé de lâcher du lest. Il reviendra alors sur son dogme des 64 ans en faisant semblant d'être magnanime. Il dira qu'il a entendu les peurs et protestations et qu'il veut bien accorder la limite de 63 ans. Là dessus la CFDT ira vite signer et trahir en renonçant à la lutte, ce qui permettra de diviser et le régime dira que seules des minorités anti-tout et jusqu'au boutistes continuent à faire des grèves et manifs. (en étant complotiste on pourrait se dire que cette stratégie gouvernement/CFDT a été préparée à l'avance ?)

Vous laisserez-vous avoir par cette combine calquée sur le CPE de 2006 ?

## 3. Manifeste de 9 intellectuels Antillais, pour les « produits de haute nécessité »

► [Manifeste de 9 intellectuels Antillais, pour les « produits de haute nécessité »](#)

C'est en solidarité pleine et sans réserve aucune que nous saluons le profond mouvement social qui s'est installé en Guadeloupe, puis en Martinique et qui tend à se répandre à la Guyane et à la Réunion.

Aucune de nos revendications n'est illégitime. Aucune n'est irrationnelle en soi et surtout pas plus démesurée que les rouages du système auquel elle se confronte. Aucune ne saurait donc être négligée dans ce qu'elle représente, ni dans ce qu'elle implique en relation avec l'ensemble des autres revendications.

Car la force de ce mouvement est d'avoir su organiser sur une même base ce qui jusqu'alors s'était vu disjoint, voire isolé dans la cécité catégorielle : à savoir les luttes jusqu'alors inaudibles dans les administrations, les hôpitaux, les établissements scolaires, les entreprises, les collectivités territoriales, tout le monde associatif, toutes les professions artisanales ou libérales...

Mais le plus important est que la dynamique du Lyannaj - qui est d'allier et de rallier, de lier relier et relayer tout ce qui se trouvait désolidarisé - est que la souffrance réelle du plus grand nombre (confrontée à un délire de concentrations économiques, d'ententes et de profits) rejoint des aspirations diffuses, encore inexprimables mais bien réelles, chez les jeunes, les grandes personnes, oubliés, invisibles et autres souffrants indéchiffrables de nos sociétés. La plupart de ceux qui y défilent en masse découvrent (ou recommencent à se souvenir) que l'on peut saisir l'impossible au collet, ou enlever le trône de notre renoncement à la fatalité.

(...)

## 4. D'une dissidence à l'autre. Lettre aux jeunes déserteurs et déserteuses

- [D'une dissidence à l'autre. Lettre aux jeunes déserteurs et déserteuses](#) - Les appels à désertir la société dominante fleurissent un peu partout. Les diplômes d'ingénieur-es sont refusés, les fermes reprises, et les méga-bassines sabotées. Ces gestes prolongent la vague de subversion qui parcourut les sociétés avec Mai 68. Au-delà d'un simple écho, comment faire dialoguer ces deux moments séparés par un demi-siècle ? Voici un témoignage sur l'esprit de désertion, et ses limites, par un ancien membre du groupe Survivre et vivre.

## 5. La domination sans sujet du capital. Qui est responsable des contradictions et des distorsions croissantes des sociétés capitalistes tardives et que peut-on faire pour y remédier ?

Au delà de la domination et du degré d'égoцентризм des très riches, le capitalisme, c'est d'abord un certain système social totalitaire. C'est un processus autonome de production qui domine les hommes, tous les hommes. C'est la Valeur et le Travail qui orientent tout dans le même sens délétère

- Extraits de l'article [La domination sans sujet du capital. Qui est responsable des contradictions et des distorsions croissantes des sociétés capitalistes tardives et que peut-on faire pour y remédier ?](#), par [Tomasz Konicz](#) :

Des politiciens comme Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez plaident ainsi pour une redistribution du haut vers le bas, pour une taxation stricte des grandes fortunes (« Tax the Rich ») et pour une limitation du pouvoir politique informel des super-riches, afin de sortir le capitalisme de sa crise écologique et économique par le biais de grands programmes d'investissement. Face à cette renaissance de la lutte des classes de gauche, qui s'est entre-temps emparée de la gauche allemande, un contre-poids progressiste à la vague réactionnaire de la Nouvelle Droite semble se former.

La réalité de la crise capitaliste en cours est bien plus effrayante que tous les spectres d'une domination omnipotente de méchants super-riches opérant dans les coulisses

Et pourtant, cette approche explicative de la crise, qui reste dans la dichotomie entre prolétariat et bourgeoisie, est une conscience déformée qui, en fin de compte, n'est pas assez radicale pour saisir de manière adéquate le processus de crise. La crise est en réalité davantage que le résultat de l'escalade de la lutte des classes provoquée par la crise. La prémisse inhérente à la pensée de la lutte des classes de l'ancienne gauche, selon laquelle il existe un groupe d'individus contrôlant consciemment la reproduction sociale, est fausse.

**La réalité de la crise capitaliste en cours est bien plus effrayante que tous les spectres d'une domination omnipotente de méchants super-riches opérant dans les coulisses de l'establishment politique aussi répugnants et répréhensibles que puissent être les acteurs égocentriques individuels de ces cercles exclusifs.**

(...)

Ce fétichisme imprègne tous les états d'agrégation que traverse le capital dans son mouvement autonome, son cycle de valorisation, dans lequel on crée plus d'argent à partir de l'argent au moyen de la production de marchandises et l'exploitation du travail salarié (A-M-A') : marchandise, argent, travail.

(...)

**La réalité fétichiste du capitalisme est effectivement plus effrayante que la pire des idéologies conspirationnistes. L'ensemble du monde réel, les êtres humains comme la nature, ne sont que des étapes transitoires d'un processus aveugle d'accumulation de richesses abstraites, qui sont en fin de compte des quanta abstraits de travail humain dépensé, « mort ». Toute l'horreur du capitalisme tardif réside précisément dans le fait que personne n'est assis aux commandes du train de la valorisation qui fonce sans cesse vers l'abîme.**

(...)

Le monde concret n'est dès lors que le « matériau » de ce mouvement autonome, réel-abstrait du capital, qui dans sa folie de croissance illimitée prive l'humanité de ses bases d'existence sociale et écologique. La machine à plus-value globale du capital met ainsi le monde à feu et à sang pour maintenir le plus longtemps possible la fin en soi irrationnelle de la croissance sans fin du capital. Une humanité croissante et économiquement « superflue » à la périphérie et une crise écologique qui s'aggrave sont les conséquences de cet auto-mouvement du capital.

(...)

Des politiciens comme Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez plaident ainsi pour une redistribution du haut vers le bas, pour une taxation stricte des grandes fortunes (« Tax the Rich ») et pour une limitation du pouvoir politique informel des super-riches, afin de sortir le capitalisme de sa crise écologique et économique par le biais de grands programmes d'investissement. Face à cette renaissance de la lutte des classes de gauche, qui s'est entre-temps emparée de la gauche allemande, un contrepoids progressiste à la vague réactionnaire de la Nouvelle Droite semble se former.

Et pourtant, cette approche explicative de la crise, qui reste dans la dichotomie entre prolétariat et bourgeoisie, est une conscience déformée qui, en fin de compte, n'est pas assez radicale pour saisir de manière adéquate le processus de crise. La crise est en réalité davantage que le résultat de l'escalade de la lutte des classes provoquée par la crise. **La prémisse inhérente à la pensée de la lutte des classes de l'ancienne gauche, selon laquelle il existe un groupe d'individus contrôlant consciemment la reproduction sociale, est fausse.**

(...)

## Et aussi

- [Le 31 janvier, prenons Paris en otage !](#) - Faisons du 31 janvier une date historique. Déferler, déborder, bloquer : il s'agit d'être cruel·les !

## En attendant la révolution..., la SECU

**En attendant un éventuel futur basculement révolutionnaire, on pourrait améliorer notre condition et nourrir un terreau révolutionnaire en étendant et "améliorant" le concept de Sécurité Sociale.**

Il s'agirait de l'étendre à d'autres secteurs vitaux, comme l'alimentation et le logement, et de mettre la sécurité sociale hors des griffes de l'Etat et des entreprises capitalistes, donc de la "gérer" en démocratie (réelle) par "en bas", avec une forte initiative à des assemblées locales.

**Au lieu de juste "gagner" un non recul ou un pseudo "adoucissement" du projet de "réforme" (via l'astuce de redescendre à 63 ans sans toucher au nombre d'années de cotisations pour avoir la pleine retraite), aller vers la conquête de fortes avancées sociales (au minimum).**

► Quelques initiatives et réflexions en ce sens.

- [Pour une sécurité sociale de l'alimentation](#) - Cette page présente le projet de sécurité sociale de l'alimentation rédigé par ISF-AgriSTA, mis en ligne pour la première fois en février 2019. Elle est mise à jour régulièrement pour présenter l'avancée des travaux et les liens utiles pour suivre le projet. Bonne lecture !
- [Étendre la Sécurité sociale à l'alimentation : pourquoi pas ?](#) - Article qui présente des interview de nombreuses personnes engagées dans le collectif pour une sécurité sociale de l'alimentation !

*Post-scriptum :*

## RETRAITES : LE POUVOIR A PEUR

**LIBEREZ LES ÉTUDIANTS ARRÊTÉS !**

Le pouvoir a fait arrêter hier par sa police 20 étudiants de l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales) au campus Condorcet à Aubervilliers qui voulaient organiser une Assemblée Générale étudiante.

**Après les 200 lycées bloqués le 19 janvier, et les AG annoncées demain 25 janvier, le pouvoir a peut que le mouvement s'empare des universités et embrase toute la jeunesse. Il oublie que c'est ce genre de répression contre les étudiants qui a été l'étincelle ultime qui a déclenché mai 68.**

(posté par Jacques Chastaing)